ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Colonies, le 20 septembre 1950, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "fixant les conditions de la collation des grades et diplômes de candidat et de licencié en sciences coloniales et administratives", et ultérieurement sur des amendements à ce projet d'arrêté royal, a donné en sa séance du 30 octobre 1950 l'avis suivant :

Le Conseil d'Etat propose d'apporter au projet des modifications de forme qui figurent dans le texte ci-après :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 20e September 1950 door de Minister van Koloniën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de voorwaarden voor het toekennen van de graden en diploma's van candidatuur en van licencie in koloniale en administratieve wetenschappen", en naderhand over amendementen op dit ontwerp van koninklijk besluit, heeft ter zitting van 30 October 1950 het volgend advies gegeven :

De Raad van State stelt voor, een aantal vormwijzigingen in het ontwerp aan te brengen; zij zijn opgenomen in de onderstaande tekst :

ARRETE ROYAL FIXANT LES CONDITIONS DE LA COLLATION DES GRADES ET DIPLOMES DE CANDIDAT ET DE LICENCIE EN SCIENCES COLONIALES ET ADMINISTRATIVES.

BAUDOUIN, Prince royal,
exerçant les pouvoirs constitutionnels du Roi,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 4 mai 1949 modifiant la dénomination de l'université coloniale de Belgique à Anvers et autorisant cette institution à conférer les grades et diplômes de candidature et de licence en sciences coloniales et administratives;

Vu l'arrêté royal du 4 décembre 1926 qui porte coordination des dispositions légales relatives à l'université coloniale de Belgique, modifié par les arrêtés royaux des 22 février 1927 et 8 avril 1938;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.- .....(texte du gouvernement).....

./.....

Article 2.-

Le programme des études du premier cycle d'enseignement comprend les branches suivantes, réparties en deux années d'études :

Première année :

1° Psychologie.
2° Histoire de la langue et de la littérature françaises ou néerlandaises, suivant le régime linguistique de la section.
3° Histoire de la civilisation européenne.
4° Notions de critique historique.
5° Introduction à l'ethnologie et à l'ethnographie.
6° Géographie économique générale et coloniale.
7° Géographie physique.
8° Notions de biologie humaine et animale.
9° Notions de biologie végétale.
10° Droit naturel.
11° Encyclopédie du droit.
12° Linguistique africaine.
13° Langue anglaise.

Deuxième année :

1° Logique et méthodologie.
2° Droit constitutionnel belge.
3° Droit administratif (partie générale).
4° Sociologie générale.
5° Introduction aux principales littératures modernes.
6° Principes généraux de droit et notions de droit civil.

./...

7° Linguistique bantoue.
8° Ethnographie du Congo belge.
9° Eléments de technologie générale.
10° Economie politique.
11° Histoire de la formation des empires coloniaux, y compris l'histoire du Congo belge.
12° Agriculture générale.
13° Langue anglaise.

Article 3.-

Le programme des études du deuxième cycle d'enseignement comprend les branches suivantes, réparties en deux années d'études :

Première année :

1° Principes de droit international public et de droit international privé.
2° Droit administratif (partie spéciale).
3° Histoire des institutions administratives de la Belgique.
4° Histoire parlementaire et législative de la Belgique.
5° Institutions indigènes.
6° Législation sociale.
7° Etude approfondie de la Charte coloniale.
8° Droit pénal congolais.
9° Langue lingala.
10° Langue swahili.
11° Géographie économique de l'Afrique (1ère partie).
12° Zoologie de l'Afrique.
13° Economie politique (matières spéciales).
14° Comptabilité administrative du Congo belge et du Ruanda-Urundi.
15° Cartographie.

./.....

Deuxième année :

1° Organisation judiciaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi.
2° Droit coutumier et séminaires.
3° Exercices de droit pénal et de dactyloscopie.
4° Principes de politique indigène et séminaires.
5° Notions de droit public comparé.
6° Droit public colonial comparé.
7° Examen critique des théories générales de la colonisation.
8° Finances publiques.
9° Régimes financier, douanier et fiscal de la colonie.
10° Eléments de médecine et d'hygiène tropicale.
11° Régime économique du Congo belge.
12° Géographie économique de l'Afrique (2e partie).
13° Statistique et régime des transports et des communications.
14° Langue lingala.
15° Langue swahili.
16° Notions d'agriculture tropicale (1re partie).
17° Notions d'agriculture tropicale (2e partie).

Les étudiants devront, à la fin de cette année, défendre oralement un mémoire original et accepté par le jury, dont la composition est fixée par le Ministre des Colonies, sur proposition du conseil d'administration.

Article 4.-

L'enseignement comprend en outre :

I.- Les cours et travaux pratiques suivants :

./....

a) travaux de poste et de brousse qui font l'objet de l'examen prévu à la fin de la seconde année de licence;
b) technique automobile;
c) éducation physique.

II. Des cours et conférences portant notamment sur :

a) l'étude approfondie de la deuxième langue nationale qui fait l'objet de l'examen prévu à la fin de la seconde année de candidature;
b) l'histoire de l'évangélisation chrétienne;
c) l'organisation de la force publique;
d) la préhistoire;
e) des problèmes actuels de l'administration indigène.

L'assistance aux cours, travaux pratiques et conférences est obligatoire.

Article 5.- .....(texte du gouvernement).....

Article 6.-

L'examen pour le grade de candidat en sciences coloniales et administratives porte sur les matières reprises à l'article 2 ainsi que sur la connaissance approfondie de la deuxième langue nationale. Il fait l'objet de deux épreuves à un an d'intervalle au moins et organisées à la fin de chaque année d'études.

./....

Article 7.-

L'examen pour le grade de licencié en sciences coloniales et administratives porte sur les matières reprises à l'article 3 ainsi que sur les travaux de poste et de brousse. Il fait l'objet de deux épreuves à un an d'intervalle au moins et organisées à la fin de chaque année d'études.

Article 8.-

Les candidats en sciences coloniales et administratives ne sont admis à la première épreuve du grade de licencié qu'après une année au moins.

Articles 9, 10, 11 et 12.-

.....(texte du gouvernement) .....

Article 13.-

Pour les années académiques antérieures à 1950-1951, le programme des études prévu à l'article 2 ne comprend pas le droit naturel.

Article 14.-

Pour les années académiques antérieures à 1950-1951, le programme des études prévu à l'article 3 ne comprend pas l'histoire de Belgique, la législation sociale du Congo belge et du Ruanda-Urundi et les exercices de droit pénal et de dactyloscopie.

./.....

Article 15.-

§ 1er. L'article 15, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 4 décembre 1926 est remplacé par la disposition suivante :

"Le Ministre des Colonies fixe annuellement le nombre maximum d'étudiants qui, à la fin de leurs études, seront admis au service de la colonie. Ces étudiants sont désignés dans l'ordre du classement obtenu lors des examens à la fin de la première année de candidature.".

§ 2. Le dernier alinéa du même article est abrogé.

Article 16.-

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE PRINCE ROYAL :

Le Ministre des Colonies,

KONINKLIJK BESLUIT TOT VASTSTELLING VAN DE VOORWAARDEN VOOR HET TOEKENNEN VAN DE GRADEN EN DIPLOMA'S VAN CANDIDAAT EN VAN LICENTIAAT IN DE KOLONIALE EN ADMINISTRATIEVE WETENSCHAPPEN.

BOUDEWIJN, Koninklijke Prins,
die de grondwettelijke macht van
de Koning uitoefent,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de wet van 4 Mei 1949 tot wijziging van de benaming van de Koloniale Hogeschool van België te Antwerpen, en die aan deze instelling de toelating verleent de graden en diploma's van candidatuur en van licentie in de koloniale en administratieve wetenschappen uit te reiken;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 December 1926 dat de wetsbepalingen met betrekking tot de Koloniale Hogeschool van België ordent, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 Februari 1927 en 8 April 1938;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Koloniën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

.../...

Artikel 1.-

De studiën aan het Universitair Instituut voor de overzeese gebieden omvatten twee cyclussen, waarvan de eerste eindigt met het verlenen van de graad van candidaat in de koloniale en administratieve wetenschappen, de tweede met het verlenen van de graad van licentiaat in de koloniale en administratieve wetenschappen.

Artikel 2.-

Het leerplan van de eerste onderwijscyclus omvat de volgende vakken, verdeeld over twee studiejaren :

Eerste jaar :

1° Zielkunde.
2° Geschiedenis van de Nederlandse of de Franse taal en letterkunde, volgens het taalstelsel der afdeling.
3° Geschiedenis van de Europese beschaving.
4° Begrippen van historische kritiek.
5° Inleiding tot de ethnologie en de ethnographie.
6° Algemene economische en koloniale aardrijkskunde.
7° Natuurlijke aardrijkskunde.
8° Begrippen van menselijke en dierlijke biologie.
9° Begrippen van plantkundige biologie.
10° Natuurrecht.
11° Encyclopedie van het recht.
12° Afrikaanse linguistiek.
13° Engelse taal.

Tweede jaar :

1° Logica en methodeleer.

.../...

2° Belgisch grondwettelijk recht.
3° Administratief recht (algemeen gedeelte).
4° Algemene sociologie.
5° Inleiding tot de voornaamste moderne letterkunden.
6° Algemene rechtsbeginselen en begrippen van het burgerlijk recht.
7° Bantoe linguistiek.
8° Ethnografie van Belgisch-Congo.
9° Elementen van algemene technologie.
10° Staathuishoudkunde.
11° Geschiedenis van het ontstaan der koloniale rijken, met inbegrip van de geschiedenis van Belgisch-Congo.
12° Algemene landbouwkunde.
13° Engelse taal.

Artikel 3.-

Het leerplan van de tweede onderwijscyclus omvat de volgende vakken, verdeeld over twee studiejaren :

Eerste jaar :

1° Beginselen van het internationaal publiekrecht en van het internationaal privaatrecht.
2° Administratief recht (bijzonder gedeelte).
3° Geschiedenis van de Belgische bestuursinstellingen.
4° Geschiedenis van parlement en wetgeving in België.
5° Inlandse instellingen.
6° Sociale wetgeving.
7° Grondige studie van het Koloniaal Handvest.
8° Congolees strafrecht.
9° Lingala taal.

.../...

10° Swahili taal.
11° Economische aardrijkskunde van Afrika (1ste deel).
12° Dierkunde van Afrika.
13° Staathuishoudkunde (bijzondere vakken).
14° Administratieve comptabiliteit van Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi.
15° Cartografie.

Tweede jaar :

1° Rechterlijke inrichting van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi.
2° Gewoonterecht en seminaries.
3° Oefeningen in het strafrecht en in de dactyloscopie.
4° Beginselen van de inlandse politiek en seminaries.
5° Begrippen van vergelijkend publiek recht.
6° Vergelijkend koloniaal publiek recht.
7° Critisch onderzoek van de algemene kolonisatie-theoriën.
8° Openbare financiën.
9° Financieel, tol- en belastingstelsel van de kolonie.
10° Elementen van tropische geneeskunde en hygiëne.
11° Economisch stelsel van Belgisch-Congo.
12° Economische aardrijkskunde van Afrika (2e deel).
13° Statistiek en stelsel van het vervoer en van de verkeersmiddelen.
14° Lingala taal.
15° Swahili taal.
16° Begrippen van tropische landbouwkunde (1e deel).
17° Begrippen van tropische landbouwkunde (2e deel).

De studenten moeten op het einde van dit jaar een oorspronkelijke en door de examencommissie aanvaarde verhandeling mondeling verdedigen. De Minister van Koloniën bepaalt de samenstelling van die commissie, op voordracht van de raad van beheer.

.../...

Artikel 4.-

Het onderwijs omvat bovendien :

I.- Volgende leergangen en practische werken :

a) post- en broussewerken, die het voorwerp zijn van het examen op het einde van het tweede jaar van het licentiaat;

b) autotechniek;

c) lichamelijke opvoeding.

II.- Leergangen en lezingen, handelend namelijk over :

a) de grondige studie van de tweede landstaal, die het voorwerp is van het examen op het einde van het tweede jaar van de candidatuur;

b) de geschiedenis van de christelijke evangelisatie;

c) de inrichting van de Weermacht;

d) de praehistorie;

e) actuele vraagstukken van het inlands bestuur.

Het bijwonen der leergangen, practische werken en lezingen is verplicht.

Artikel 5.-

De eerste onderwijscyclus omvat een afdeling met Nederlands taalstelsel en een afdeling met Frans taalstelsel.

De tweede onderwijscyclus omvat één afdeling waarin sommige leergangen in de Nederlandse, andere in de Franse taal gegeven worden, volgens beslissing van de Minister van Koloniën.

.../...

Artikel 6.-

Het examen voor de graad van candidaat in de koloniale en administratieve wetenschappen gaat over de vakken aangegeven in artikel 2 alsmede over de grondige kennis van de tweede landstaal. Het is het voorwerp van twee proeven met een tussentijd van ten minste één jaar en ingericht op het einde van elk studiejaar.

Artikel 7.-

Het examen voor de graad van licentiaat in de koloniale en administratieve wetenschappen gaat over de vakken aangegeven in artikel 3 alsmede over de post- en broussewerken. Het is het voorwerp van twee proeven met een tussentijd van ten minste één jaar en ingericht op het einde van elk studiejaar.

Artikel 8.-

Tot de eerste proef voor de graad van licentiaat worden de candidaten in de koloniale en administratieve wetenschappen slechts na ten minste een jaar toegelaten.

Artikel 9.-

Op het einde van elk jaar candidatuur en licentiaat, moeten de studenten 6/10 der punten behalen bij het overgangs- of eindexamen. De studenten die voor de examens op het einde van het jaar niet geslaagd zijn, mogen zich nog op twee latere examenzittingen aanmelden.

Ieder jaar hebben twee examenzittingen plaats.

.../...

Artikel 10.-

De examens hebben plaats vóór een examencommissie bestaande uit de voorzitter van de academische raad of, bij diens ontstentenis, de directeur van het Instituut, die voorzit, uit professoren en docenten die de vakken waarover het examen gaat onderwezen hebben, en uit een secretaris, door de academische raad aangewezen.

Indien deze secretaris geen deel uitmaakt van het onderwijzend korps, is hij niet stemgerechtigd.

Artikel 11.-

De certificaten en diploma's van candidaat en van licentiaat in de koloniale en administratieve wetenschappen worden opgesteld overeenkomstig de modellen die door de Minister van Koloniën zullen vastgesteld worden.

Zij vermelden onder meer dat de examinandus op voldoende wijze, met onderscheiding, met grote onderscheiding of met de grootste onderscheiding het examen heeft afgelegd.

Artikel 12.-

Zij die, na de inwerkingtreding van de wet van 4 Mei 1949 en vóór de inwerkingtreding van dit besluit, de eerste twee of de vier studiejaren aan het Universitair Instituut voor de overzeese gebieden hebben doorgemaakt, en die doen blijken dat zij, onder de gestelde voorwaarden, zijn geslaagd voor de examens in al de vakken onderscheidenlijk vereist in de artikelen 6 en 7 van dit besluit, voor de graden hetzij van candidaat, hetzij van licentiaat in de koloniale en administra-

.../...

tieve wetenschappen, kunnen de diploma's van die graden ontvangen.

Artikel 13.-

Wat de academische jaren vóór 1950-1951 betreft, omvat het in artikel 2 aangegeven leerplan niet het natuurrecht.

Artikel 14.-

Wat de academische jaren vóór 1950-1951 betreft, omvat het in artikel 3 aangegeven leerplan niet de geschiedenis van België, de sociale wetgeving in Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi, en de oefeningen in het strafrecht en in de dactyloscopie.

Artikel 15.-

§ 1. Artikel 15, eerste lid, van het koninklijk besluit van 4 December 1926 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De Minister van Koloniën bepaalt jaarlijks het maximum getal studenten die op het einde van hun studiën in dienst van de kolonie zullen genomen worden. Die studenten worden aangewezen volgens de rangorde bekomen in de examens op het einde van het eerste jaar candidatuur.".

§ 2. Het laatste lid van hetzelfde artikel wordt opgeheven.

Artikel 16.-

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , de .

VANWEGE DE KONINKLIJKE PRINS :

De Minister van Koloniën,

Etaient présents : Waren aanwezig :

Messieurs : J. SUETENS, président du Conseil d'Etat, président
De Heren : voorzitter van de Raad van State, voorzitter

V. DEVAUX, conseillers d'Etat
M. SOMERHAUSEN, raadsheren van State

L. FREDERICQ, assesseurs de la section de législation
G. DOR, bijzitters van de afdeling wetgeving

G. PIQUET, greffier adjoint, adjunct-griffier, greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst word nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre des Colonies.
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Koloniën.

Le 1950,

De 1950,

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

K. MEES.